

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims le 02 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

O-I FRANCE SAS

69 RUE ALBERT THOMAS
BP 141
51100 Reims

Références : D3i n° 2023-458
Code AIOT : 0005701475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier électronique en date du 03/03/2023, la société OI Manufacturing a signalé à l'inspection des installations classées une panne sur la turbine d'aspiration de ses fumées la conduisant à être dans l'obligation d'arrêter les installations de traitement de fumée (Electrofiltre et Dénoxi). L'inspection a diligenté une inspection afin d'évaluer les éventuelles conséquences de cette panne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing exploite à Reims une verrerie relevant du régime de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est autorisée par arrêté préfectoral en date du 21/10/2005 à produire 960 t/j de verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- panne de la turbine en aval du système de traitement des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Valeurs limites de rejets des émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 17.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 16	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 43.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon le suivi des paramètres de rejet en direct, il a été constaté que la panne entraîne un dépassement en NOx avec des valeurs qui varient entre 800 (valeur limite réglementaire) et 1000 mg/Nm3. Cependant, l'exploitant maintient la vitesse d'éjection à la sortie de la cheminée de manière à favoriser la bonne dispersion des rejets à l'atmosphère. Lors de la visite du 03/03/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser des prélèvements par un laboratoire d'analyse pour valider le suivi en direct pendant la panne. A ce jour, l'inspection n'a pas été destinataire des résultats ni du rapport post-accident.

L'inspection propose de demander à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses réalisées, sur les rejets pendant la panne, par un laboratoire extérieur, ainsi que le rapport d'analyse post-accident sous un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées. Les installations de traitement sont correctement entretenues. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement ne doit pas excéder 250 heures par an.
Constats : Par courrier électronique en date du 03/03/2023, l'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées d'une panne de la turbine en aval du système de traitement des rejets atmosphériques. Cette panne ne fait pas dépasser la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement qui ne doit pas excéder 250 heures par an.
Observations : Cette panne, cumulée à d'autres arrêts techniques au cours de l'année 2023, laisse présager le dépassement des 250 h/ an d'indisponibilité des unités de traitement d'ici la fin de l'année civile.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites de rejets des émissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux rejetés par les fours de fusion et les postes de traitement de surface à chaud doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, en flux horaire, et en flux annuel, et en flux spécifique (le facteur de conversion étant égal à 1.9 pour transformer les concentrations en mg/m3 en flux spécifique en g/tonne de verre: verres d'emballages réduits produits par un four transversal): cf. tableau des valeurs limites à respecter après la reconstruction du four 3
Constats : Selon le suivi des paramètres de rejet en direct, il est constaté que la panne entraîne un dépassement en NOx avec des valeurs qui varient entre 800 (valeur limite réglementaire) et 1000 mg/Nm3. Cependant, l'exploitant maintient la vitesse d'éjection à la sortie de la cheminée de manière à favoriser la bonne dispersion des rejets à l'atmosphère. Il est à noter que le site n'utilise que du gaz comme combustible, ce qui permet de maintenir les autres paramètres aux valeurs limites de rejet. L'exploitant ne peut réduire sa production car cela pourrait endommager l'outil industriel et/ou provoquer une instabilité de la flamme, ce qui causerait un problème de qualité du verre produit. Par courrier électronique en date du 07/03/2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la remise en service des systèmes de traitement. Lors de la visite du 03/03/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser des prélèvements par un laboratoire d'analyse pour valider le suivi en direct pendant la panne. A ce jour, l'inspection n'a pas été destinataire des résultats. De plus, l'inspection n'a pas été destinataire du rapport post-accident. <u>Proposition de l'inspection:</u> L'inspection propose de demander à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses réalisées, sur les rejets atmosphériques pendant la panne, par un laboratoire extérieur, ainsi que le rapport d'analyse post-accident sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 43.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'autosurveillance porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau...) - le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an. <p>Un contrôle des performances effectives des systèmes est réalisé dès leur mise en service.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise un contrôle de l'étalonnage en interne tous les 2 mois au niveau des 2 baies de mesurage (cheminée et carnaux). Si une dérive est constatée, une nouvelle calibration est réalisée. Cet autocontrôle fait l'objet d'un enregistrement qui n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant indique que l'entretien des baies de mesurage et leur étalonnage est réalisé par une société extérieure une fois par an. Cette dernière établit un rapport après chaque passage. L'inspection relève que les rapports de 2021 et 2022 sont identiques.</p> <p>Par courrier électronique en date du 13/03/2023, la société extérieure en charge de l'entretien des baies de mesurage et de leur étalonnage a transmis les rapports entre 2019 et 2022. Après étude de ceux-ci, il apparaît que ceux-ci sont différents d'une année sur l'autre. Il est à noter qu'à chaque intervention, la société constate des dérives qui ont nécessité un nouvel étalonnage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet